Rouge Emeraude

Bulletin du comité du pays malouin du Nouveau Parti Anticapitaliste

n°74
26 novembre 2020

Sécurité globale = attaque globale contre les libertés

Le lundi 23 novembre, nous avons eu droit à un avant-goût des attaques que nous prépare le gouvernement.

La police a réprimé avec une rare brutalité les sans papiers et sans logis qui campaient place de la République à Paris et les parisiens venus les soutenir. Ce n'est certes pas la première fois que des violences sont commises par les forces dites « de l'ordre », mais les images diffusées ont montré que les brutes en uniforme s'en donnaient à cœur joie. Des images qu'ils ne voudraient plus voir passer sur les réseaux sociaux ou à la TV. C'est justement pourquoi la loi Sécurité globale vise à interdire de filmer les policiers. La diffusion de ces images pourrait être punie par un an de prison et 45.000 euros d'amende. Ce qui nous priverait d'un moyen de faire connaître ces exactions, à défaut d'obtenir la condamnation, toujours difficile, des auteurs. En revanche, la police aurait le droit d'entrer en possession de toutes les images filmées par des caméras urbaines, voire dans des résidences privées. Les polices municipales, qui ne sont de fait que des milices privées, se verraient accorder toutes sortes de droits supplémentaires. L'article 21 de la loi autoriserait la transmission en temps réel des vidéos enregistrées par les caméras individuelles de chaque brigade de police et de gendarmerie, ouvrant la voie à la vidéosurveillance automatisée et à la reconnaissance faciale généralisée. L'article 22, quant à lui, autoriserait la surveillance de nos rues par drones, ce qui n'augmenterait nullement la protection de la population mais servirait surtout à renforcer les stratégies du maintien de l'ordre, visant à épuiser et dissuader les manifestants d'exercer leur liberté fondamentale d'exprimer leurs opinions.

Pourquoi ce renforcement de l'Etat policier ?

Si le prétexte est de lutter contre le terrorisme, il est clair que l'Etat et les classes privilégiées entendent se préparer à des mouvements populaires. Dans un contexte de recul de l'économie, ils veulent faire payer les frais de la crise aux travailleurs et aux plus démunis et redoutent que ceux-ci ne l'entendent pas ainsi. La révolte des gilets jaunes, les grèves contre la loi Travail et pour la défense des retraites, les mouvements des hospitaliers et beaucoup d'autres ont montré que les travailleurs ne se laisseraient pas facilement manger la laine sur le dos. Aujourd'hui, la situation des classes populaires s'aggrave encore avec la multiplication des licenciements et des centaines de milliers de travailleurs précaires privés de toute ressource par le confinement. Et bien sûr, la crise sanitaire est instrumentalisée pour nous faire accepter cette misère et ces restrictions de libertés.

La bourgeoisie et les politiciens à son service ont donc décidé de se doter de tous les outils nécessaires pour mener plus durement et plus systématiquement la répression. Les policiers, après avoir mutilé des dizaines de gilets jaunes, se font la main sur les migrants, demain ce sera contre les travailleurs en grève et n'importe quelle catégorie de contestataires. Il n'y a aucune illusion à se faire.

Tous unis pour défendre les libertés démocratiques

Ces libertés, le droit de s'organiser, de s'informer, de se réunir, de manifester, de faire grève ont été obtenues par de nombreuses luttes au cours de plus de deux siècles depuis le renversement de la monarchie. Tant que durera le système capitaliste, elles ne seront jamais acquises définitivement. Elle sont toujours le résultat de rapports de forces. Nous devons nous battre pour les défendre car tout recul encouragerait le pouvoir à de nouvelles attaques. La réprobation morale de nombreuses personnalités et institutions et même de certains gouvernements étrangers ne suffiront pas. Des milliers de personnes ont déjà manifesté dans tout le pays le samedi 21. Il faut poursuivre et amplifier le mouvement en y associant toutes celles et ceux qui ne veulent pas vivre sous la botte policière.

L'heure est donc à la mobilisation générale face à un pouvoir qui est prêt à tout, y compris l'écrasement des droits démocratiques élémentaires, pour sauver un système aussi dangereux qu'à bout de souffle, accélérant le processus de fascisation des institutions bourgeoises. Il n'y a donc pas à tergiverser : **nos libertés, nos droits, nos vies… pas leurs profits !"**

À l'initiative de la coordination locale « *le monde d'après* » *,

RASSEMBLEMENT PUBLIC

samedi 28 novembre 15h
esplanade Saint-Vincent
Saint-Malo

NPA NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

LE MONDE D'APRES

Ce rassemblement a fait l'objet d'une déclaration à la sous-préfecture. Il se déroulera dans le **respect des prescriptions sanitaires en vigueur**. Pour s'y rendre, télécharger le formulaire d'attestation de déplacement sur le site internet de la Ligue des Droits de l'Homme: **http://site.ldh-france.org/saintmalo/ldh-a-st-malo/**

Attac Pays malouin – Jersey, Femmes solidaires de la Côte d'Émeraude, FSU, Génération.s, La France Insoumise, LDH, **NPA , Osons !, Solidaires 35Pays de Saint-Malo, UDB, Gilets jaunes pays malouin*

A RETENIR…

Ce n'est ni un scoop, ni une surprise, mais il faudra se souvenir que Jean-Luc Bourgeaux, député de notre circonscription, a voté POUR la proposition de loi « sécurité globale ».

N'hésitez pas à faire part de ce bulletin à vos ami.es,
à visiter notre site internet départemental et à discuter avec nous sur notre page facebook:
http://www.anticapitaliste-35.org
http://www.facebook.com/npaSaintMalo

BREVES DE PONTONS

NON A LA DISSOLUTION DU CCIF

Parmi les axes de propagande du gouvernement pour faire passer ses lois liberticides, il y a la lutte contre « le séparatisme ». Derrière ce terme fumeux sont essentiellement visés les musulmans, accusés de constituer une sorte de corps étranger dans le pays et d'être des terroristes en puissance. Et bien entendu, derrière les musulmans, sont aussi ciblés ceux qui n'acceptent pas cette stigmatisation d'une partie de la population : les « islamo gauchistes », selon le terme employé par Blanquer, Darmanin.

Jadis, sous Vichy, il était question des « judéo bolcheviks ». On voit que ces gens-là conservent leurs traditions !

Le projet de dissolution du Collectif Contre l'Islamophobie en France (CCIF) s'inscrit dans ce cadre. Quoi qu'on puisse penser de cette organisation, elle ne prêche pas le djihad, n'a jamais approuvé des attentats et n'en a encore moins organisés. Son objectif est de dénoncer et combattre toutes les formes de stigmatisation et de discrimination des musulmans. Elle compte en son sein des religieux comme des non religieux, tout comme d'autres organisations antiracistes, tel le MRAP ou la LICRA. Ce n'est même pas une organisation confessionnelle comme le CRIF ou les fédérations d'églises protestantes, évangélistes, catholiques etc.

Le droit de s'organiser est un droit démocratique fondamental que nous devons défendre. La dissolution du CICF serait un précédent. Demain toute organisation qui ne convient pas au pouvoir pourrait être dissoute sous des prétextes divers.

Honteux : ils expulsent même des soignant.es !

Paraît qu'on manque cruellement de soignants. Ca n'a pas empêché le Tribunal Administratif de Grenoble de refuser le renouvellement du permis de séjour de Lydia Veyrat, une jeune aide soignante d'origine béninoise qui travaille dans un EHPAD de la région.

Lydia risque donc l'expulsion et les pensionnaires de l'EHPAD d'être privés d'une soignante, pas facile à remplacer en ce moment. La stupidité le dispute à la xénophobie. Visiblement, pour ceux qui ont osé prendre cette décision, le rejet des «étrangers » passe avant la santé des personnes âgées. Non à l'expulsion de Lydia !

Macron déconfine ? Seulement le « Black Friday » !

Dans un contexte sanitaire toujours lourd, avec près de 20.000 nouveaux cas et plus de 400 décès par jour, Macron a parlé mardi. Pour ne pas dire grand-chose en vérité, en particulier concernant l'organisation et la souffrance de notre système hospitalier et ses personnels. Il faudra se contenter de l'engagement sur le délai de 24h entre le test PCR et son résultat… Quant à cette annonce d'isolement contraignant pour les personnes testées positives, n'est ce pas la continuité de la méthode autoritaire du pouvoir, ainsi qu'll pratique sur d'autres terrains.

Les annonces suivantes étaient attendues La part belle a été accordée à la réouverture des commerces et services dès ce samedi. Les petits commerces dits « non essentiels » sont autorisés à rouvrir… permettant aux grandes surfaces d'en faire de même dans tous leurs rayons. De quoi accompagner le report d'une semaine de la grande foire commerciale du « Black Friday » dont on sait que les véritables bénéficiaires sont en réalité les plateformes en ligne et la grande distribution...

Sur un ton infantilisant, posant en père de famille protecteur, Macron nous somme de faire attention dans nos réunions familiales ou amicales, s'invitant jusqu'à nos tables, le tout au nom du « bon sens ». En revanche, le président est bien moins loquace sur la situation sur les lieux de travail et dans les établissements scolaires où circule pourtant le virus.

Malgré les assouplissements gracieusement accordées, nos vies n'en restent pas moins pour l'instant largement contraintes, toujours rythmées par des « attestations de déplacement », donc par les contrôles et les amendes. Et si le confinement est levé mi-décembre, ce sera pour être remplacé par un couvre-feu de 21h à 7h du matin ! Notre droit d'aller au travail, pour celles et ceux qui ont un emploi ou étudient, est donc seulement élargi à celui de consommer plus... pour celles et ceux qui en ont les moyens.

Pour le reste, rien ne devrait changer, en attendant les fêtes de fin d'année où, si nous sommes sages, une « permission » pourrait nous être accordée. Un confinement plus ou moins « allégé » qui sera de toutes façons maintenu jusqu'à la vaccination massive de la population.

Si le commerce ou les entreprises n'ont pas été oubliées, pas la moindre mesure sociale annoncée : ni pour les hôpitaux, ni pour l'emploi et contre les licenciements qui flambent, ni même pour les petits commerçants endettés...

« Aujourd'hui nous tenons ensemble, demain nous vaincrons ensemble », a conclu sans gêne le président, représentant d'un pouvoir incapable de répondre de façon cohérente à la crise sanitaire.

Si victoire ensemble il doit y avoir, ce sera bien contre ce gouvernement incompétent.

Hôpital: c'est comme avant !

L'hôpital n'a pas changé depuis le début de la crise sanitaire: toujours le même manque de lits, de personnel, de moyens..., toujours la même politique managériale traitant les soignant.es et les agents comme des pions, la même violence et maltraitance institutionnelle, le même mépris en termes de salaires et la même logique développant la précarité avec les multiples CDD, qui se succèdent de mois en mois pour faire pression.

L'hôpital continue à fermer des lits ou des activités, comme à Dinan ou pour le nouvel hôpital psychiatrique.

Les mêmes causes produisant les mêmes effets..., nous sommes toujours aussi démunis face aux prochaines crises sanitaires, à l'inverse des mensonges que nous servent Macron, Véran et consorts, en nous infligeant précarité, violence et réductions des libertés...

Jusqu'à quand ?

Jusqu'à ce que nous nous révoltions...

La souscription 2020 du NPA continue
Tous renseignements par

https://souscription.npa2009.org/node/1

Ce numéro de « Rouge Emeraude » est un supplément à *l'Anticapitaliste* n°545

Ils avancent masqués !

A la faveur de la crise sanitaire sont apparus un grand nombre de sites et de groupes qui prétendent « réinformer » la population. Cette expression « réinformer » n'est pas nouvelle : elle nous vient de l'extrême droite. Elle a même été lancée par Bruno Megret et Henri de Lesquen (patron de Radio Courtoisie et partisan… de l'esclavage). Ces gens-là prétendaient contester les faits et crimes unanimement reconnus, comme les camps d'extermination, la traite des Noirs, le colonialisme, en prétendant que la vérité serait censurée.

Aujourd'hui, ils s'appuient sur la défiance (justifiée) envers le gouvernement pour contester toutes les mesures sanitaires et même la réalité de l'épidémie de Covid. Le groupe ***Réinfo Covid*** qui a récemment organisé ou patronné des manifestations contre le confinement et le port du masque (dont le rassemblement du 22 nov. à Saint-Malo) fait partie de cette mouvance. Sous ce titre neutre qui a pu tromper des personnes de bonne volonté en faisant croire qu'il n'a pour objectif que de fournir de l'information, se dissimulent des individus douteux. Le principal animateur, le médecin Louis Fouché, après avoir nié le risque d'une deuxième vague, prétend que le masque serait inutile et même nuisible, alors qu'on en porte depuis longtemps dans les pays asiatiques qui sont ceux qui ont le mieux résisté à l'épidémie. Dans ce groupe, on retrouve la plupart des gens qui ont participé au film mensonger Hold up. Par exemple, Henrion Caude, une illuminée catholique intégriste, qui prétend qu'on peut soigner le Covid avec des tisanes. Sous couvert de défendre les libertés, ces gens incitent la population à abandonner les gestes barrière et nous mettent en danger. Ils se parent de leur titre de médecin, mais ils ne représentent en réalité qu'une infime minorité du corps médical qui compte en France 220 000 praticiens.

L'extrême droite raciste et fasciste avance masquée pour le moment, mais elle espère bien utiliser cette confusion pour attirer vers elle des gens désorientés et écœurés par le gouvernement.